



Contre-jour

Crise politique et société incivile en Indonésie

par Romain Bertrand

La carrière présidentielle d'Abdurrahman Wahid, qui avait été élu chef de l'État le 20 octobre 1999, s'est interrompue le lundi

23 juillet 2001, lorsque le Parlement réuni en session extraordinaire a entériné sa destitution et son remplacement par la vice-présidente Megawati Sukarnoputri. *Gus Dur* (surnom d'Abdurrahman Wahid) avait joué sa dernière carte dans la nuit, lorsqu'il avait, par un décret spécial proclamant l'état d'urgence, tenté de suspendre le Parlement et de dissoudre le Golkar, l'ancien parti gouvernemental. Le geste était suicidaire et s'apparentait plus à une spectaculaire révérence d'adieu qu'à une contre-offensive en bonne et due forme. Le Président savait en effet pertinemment qu'il avait perdu le soutien de l'armée et de la police. En destituant le chef de la police nationale Bimantoro alors que celui-ci avait obtenu l'appui de ses pairs, et en tentant à la dernière minute de remplacer le commandant en chef des forces armées, l'amiral Widodo, par un gradé de moindre prestige, *Gus Dur* s'était attiré la haine des milieux militaires.

Ces derniers avaient de toute évidence fait leur choix plusieurs mois auparavant, en multipliant les rencontres avec Megawati Sukarnoputri. Aussi la proclamation de l'état d'urgence ne fut-elle suivie d'aucun effet sinon celui, paradoxal, du blocus du palais présidentiel par les troupes des *Kostrad*, les forces de réserve de l'armée aux ordres du général Ryacudu. Les miliciens de la *Nahdlatul Ulama*¹, les *Banser* qui se disaient prêts à mourir pour *Gus Dur*, ont finalement préféré éviter l'affrontement physique avec l'armée. Seuls quelques milliers de sympathisants sont venus saluer *Gus Dur* lorsque celui-ci a quitté le palais présidentiel pour gagner l'aéroport, d'où il s'est envolé pour l'hôpital Johns Hopkins de Baltimore.

Cette transition au sommet de l'État n'est pas une surprise. L'alliance nouée entre le Parti démocratique indonésien-Combat (PDI-P) de Megawati Sukarnoputri et le haut commandement militaire est le fruit d'une vraie convergence idéologique, et non d'une rencontre d'intérêts fortuite. *Ibu Mega* défend avec passion l'intégrité territoriale du pays, tandis que l'armée a repris de sanglantes opérations « anti-terroristes » contre les mouvances séparatistes dans les provinces d'Aceh et de Papouasie occidentale. La nouvelle Présidente a clos son discours d'investiture devant

la Chambre en appelant le peuple et les partis à « bâtir ensemble la Grande Indonésie (*Indonesia Raya*) ». En temps ordinaire, cette exhortation n'aurait pas eu de signification autre que d'inciter l'auditoire à entonner l'hymne national du même nom. Mais dans la bouche d'une nationaliste intransigeante qui a pleuré la perte du Timor oriental et qui se trouve désormais contrainte de rétribuer les militaires pour le soutien qu'ils lui ont apporté, les mots de « Grande Indonésie » font frémir les défenseurs des droits de l'homme. Gus Dur a d'ailleurs prédit, avant de quitter le pays, un « retour de l'autoritarisme ».

Megawati saluée par la communauté internationale

Pour la majorité des chancelleries étrangères et des organisations internationales, l'arrivée au pouvoir « pacifique » d'une Présidente acclamée par le Parlement est tout au contraire un signe de retour à la « stabilité ». Les États-Unis, qui ont précocement affiché leur soutien à Megawati en se prononçant en faveur d'une sortie de crise « constitutionnelle », se félicitent d'autant plus de ce dénouement qu'un puissant lobby milite depuis plusieurs mois, au sein du Pentagone, pour la reprise de la coopération militaire directe avec Jakarta. L'amiral Dennis Blair, commandant en chef du Pacifique, a fait savoir à plusieurs reprises qu'il souhaitait renouer des relations suivies avec l'armée indonésienne (TNI)². Certes, l'armée américaine ne peut pour l'instant passer outre l'amendement Leahy, voté en septembre 1999 par le Sénat pour sanctionner les exactions commises au Timor oriental, et qui prohibe les ventes d'armement et le transfert de compétences de combat à l'Indonésie. Cet amendement énumère six clauses dont le strict respect par l'Indonésie constitue la condition *sine qua non* d'une reprise des dispositifs de coopération IMET et JCET – deux importants programmes américains de formation de militaires étrangers³.

Or la plupart de ces clauses sont loin d'avoir été respectées, en particulier celle qui concerne « la comparution devant les tribunaux des membres des forces armées contre lesquels il existe des preuves crédibles d'aide ou d'encouragement [à l'égard des milices pro-indonésiennes qui ont mis à feu et à sang le Timor oriental] ». Eurico Guterres, dirigeant des redoutables milices *Merab Putih*, a ainsi réussi à éviter jusqu'à présent toutes poursuites grâce au soutien explicite du PDI-P de Megawati. Pour pouvoir demander la levée de l'amendement, le Président des États-Unis doit présenter au Sénat un rapport détaillé attestant le respect de ces clauses. La chose est pour l'heure impensable. Aussi les 400 000 dollars de crédits IMET inscrits au budget 2001 au titre de l'Indonésie ont-ils été censurés en première lecture.

Il existe toutefois des possibilités de contournement de l'amendement Leahy, puisque le Président, en concertation avec le Commandement du Pacifique, le Pentagone et le Département d'État, conserve la possibilité de dresser une liste

d'exceptions au régime d'embargo, ce qui a déjà été fait par trois fois (pour les ventes de satellites commerciaux et pour les pièces détachées servant à la maintenance des CN 135 et des transporteurs Hercules). En outre, l'Indonésie occupe désormais une place stratégique de choix dans le dispositif de surveillance mis en place par les États-Unis en Asie du Sud-Est. Le directeur de la CIA, George Tenet, déclarait en effet, durant son audition publique par le Sénat en février 2001, qu'« un vide politique en Indonésie pourrait créer un terrain fertile pour les groupes terroristes internationaux et pour les activités islamiques »⁴. L'idée d'un arc fondamentaliste couvrant la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie est un mythe partagé par les stratèges russes et américains, qui prédisent régulièrement le début d'une vaste « offensive islamiste » en Asie.

L'Administration républicaine semble de plus en plus sensible à ces arguments, ne serait-ce que parce que la prévention de crises en Asie du Sud-Est constitue un sérieux atout dans la négociation d'arrangements de sécurité collective avec des puissances régionales qui pourraient être tentées de s'affranchir de la tutelle américaine. Pour le Japon et la Corée du Sud, dont l'approvisionnement en gaz naturel et le commerce maritime à longue distance dépendent étroitement de la « stabilité » de l'Indonésie, la présence américaine en Asie orientale reste nécessaire. La participation de militaires indonésiens au titre d'« observateurs » lors des exercices *Cobra Gold* en Thaïlande, et la reprise des exercices CARAT (*Cooperation Afloat Readiness and Training*) avec la marine indonésienne, sont en fait l'aboutissement d'une série de contacts répétés entre Washington et Jakarta⁵. En renforçant leur coopération militaire avec les États pivots d'Asie du Sud-Est (Singapour, Thaïlande), les États-Unis déplacent peu à peu le centre de gravité de leur dispositif de surveillance régional, de l'Asie du Sud vers la mer de Chine. Dans cette perspective, l'institution d'un partenariat américain étendu avec l'armée indonésienne n'est pas à exclure dans les mois qui viennent. Or celle-ci a une fâcheuse tendance à interpréter les appels venus de l'étranger en faveur de la « stabilité » ou du « maintien de l'intégrité territoriale » comme une absolution *ex ante* de ses exactions à Aceh ou en Papouasie occidentale.

Les défis de la nouvelle présidence : crise de l'État et violence à Aceh

La transition au sommet de l'État survient alors que l'Indonésie est toujours aux prises avec de graves difficultés économiques et politiques. Au plan économique, la survie budgétaire de l'État paraît compromise par une évasion fiscale d'une ampleur sans précédent et par une nouvelle phase de ralentissement de la croissance. Selon l'ancien ministre de l'Économie Rizal Ramli, cent sociétés et cinquante particuliers rompus à la fraude ont causé pour 3,6 milliards de francs de pertes à l'État en 2000⁶. Pour la même année, on a pu estimer que près de 70 % des PME

ne s'acquittaient pas de l'impôt sur les sociétés⁷. La désobéissance fiscale frappe autant les collectivités territoriales que les administrations centrales. Ainsi, les deux tiers des 900 000 contribuables de Jakarta ne payent pas leurs taxes locales⁸. À l'échelle nationale, 1,3 millions seulement de contribuables, sur les 20 millions potentiels, se sont déclarés l'an passé⁹. Pour Indonesian Corruption Watch, l'État ne recueillerait pas plus de 10 % des 3,5 milliards de francs que devraient lui rapporter les impôts directs¹⁰.

Alors que l'Indonésie a connu en 2000 un franc retour à la croissance (+ 4,8 %), dû principalement au regain de consommation des classes moyennes, les projections pour 2001 et 2002 ont été plusieurs fois revues à la baisse (+ 4 %). L'insécurité juridique entourant les activités commerciales, la volatilité de la roupie devenue une véritable « monnaie politique » qui plonge au moindre signe de crise gouvernementale, la déliquescence des infrastructures énergétiques nationales¹¹ et la corruption sans frein des administrations¹² n'incitent guère les compagnies étrangères à investir dans le pays. Le moteur de la croissance durable est en panne. De surcroît, le spectre de la crise des paiements se profile à l'horizon.

Le taux d'endettement du pays avoisinait encore en 2000, selon la Banque mondiale, 102 % du PNB. Et le coût de la mise en œuvre de la loi sur l'autonomie des régences (*kabupaten*, unités administratives intermédiaires), qui implique des transferts et des recrutements massifs de personnel administratif, excède les capacités budgétaires des provinces. L'État est donc toujours au bord de la banqueroute. Les nouvelles tranches d'aide que doit débloquent prochainement le Fonds monétaire international permettront certes de continuer à faire fonctionner la machine bureaucratique. Mais, en l'absence de plan de relance et de banques commerciales viables, elles ne doperont ni la consommation, ni l'investissement. Au surplus, le FMI et la Banque mondiale ont subordonné l'octroi de leurs aides à la suppression des subventions publiques au prix du carburant et de l'électricité. Or la hausse du cours officiel de l'essence se traduit mécaniquement par de fortes poussées inflationnistes sur le marché des biens de consommation courante. Quand le prix du litre de gasoil est passé de 1 150 à 1 450 roupies en juin 2001, le prix du riz a augmenté dans les vingt-quatre heures de 200 roupies par kilo, soit 15 à 20 %, et celui du piment (condiment essentiel) de 60 %¹³. Cette flambée a provoqué de graves incidents sociaux à Java Est.

Le prix du kilowatt doit lui aussi augmenter de 17 % d'ici à la fin de l'année. Le directeur de la compagnie nationale de l'électricité (PLN), surendettée, a d'ores et déjà tiré les conséquences de la réduction prévisible de la consommation qu'entraînera cette hausse : « Qu'on le veuille ou non, il faudra limiter le nombre de nouveaux abonnés dans les zones critiques ». Entendez : plonger dans le noir les quartiers les plus pauvres et les régions les plus isolées. Juste mais dangereux retour des choses, le détournement d'électricité par dérivations sauvages atteint

aujourd'hui un niveau alarmant, surtout à Aceh¹⁴. L'Indonésie se trouve donc prise au piège de conditionnalités économiques qui mésestiment gravement le risque de violences sociales liées aux perturbations du système de prix. La notion même de service public, qui n'était pas absente de la rhétorique du *pembangunan* (développement) privilégiée jadis par Suharto, disparaît au gré de la désorganisation des marchés de l'eau, de l'électricité et de l'essence. Pour le citoyen ordinaire, le tarissement du robinet et l'agonie de l'ampoule signalent mieux que toute statistique le déclin de l'État.

Au plan politique, Megawati Sukarnoputri devra faire face aux mêmes problèmes que ceux qui ont coûté son siège à Gus Dur. En premier lieu, la question du partage du pouvoir entre la Présidence et le Parlement est loin d'être réglée. Le pays vit toujours sous la Constitution ultra-présidentialiste de 1945, alors que le Parlement ne cesse de s'affirmer. La bataille politique entre Gus Dur et les députés se nourrissait d'une guerre sans merci entre juristes. Tant qu'une hiérarchie consensuelle des normes, et surtout des autorités habilitées à les interpréter, n'aura pas émergé, le conflit pourra resurgir à tout instant. Or la Cour suprême, pour légitimer l'accession de Megawati à la tête de l'État, a validé l'extension du pouvoir d'autosaisine du Parlement (un geste dont la constitutionnalité paraît douteuse). Elle ne s'est donc pas posée en acteur autonome, et ne peut désormais exercer les fonctions ailleurs dévolues à un Conseil constitutionnel. La possibilité pour le Parlement de destituer un Président d'après une évaluation de sa capacité à appliquer les « grands principes d'orientation de l'action de l'État » pervertit la procédure dite de « censure du bilan de gouvernement » en ouvrant la voie à l'interpellation permanente du chef de l'État – qui n'est pourtant pas responsable devant le Parlement. Si la crise politique a bien été temporairement résolue, les contradictions internes des textes n'ont pas été éliminées et constituent les ferments d'une nouvelle crise constitutionnelle.

Enfin, l'ascension au pouvoir de Megawati pose la question de sa marge de manœuvre. La dirigeante du PDI-P devra rétribuer ses alliés, tant parlementaires que militaires, en composant des gouvernements de coalition dont les membres ne manqueront pas de s'entre-déchirer sur les dossiers sensibles. Par exemple, les forces du Troisième Axe (une coalition de partis islamiques) continuent à revendiquer une « indigénisation » (*pribumisasi*) de la fonction publique, c'est-à-dire une politique de discrimination positive en faveur de la majorité musulmane du pays, alors que le PDI-P s'y oppose farouchement (tant pour conserver ses appuis parmi la communauté sino-indonésienne qu'au nom de la préservation de l'idéal unitaire de Sukarno). La nomination du dirigeant du PPP, Hamzah Haz, au poste de vice-président (équivalant à la fonction de chef de gouvernement) augure mal de la cohérence des futures politiques publiques car, à propos d'Aceh comme de la réouverture des enquêtes sur l'incident de Tanjung Priok survenu en 1984¹⁵, le PPP et le

PDI-P sont radicalement opposés. Pour contenter l'armée, qui souhaite monnayer grassement son soutien au régime, Megawati sera en outre probablement obligée de différer la sortie des militaires de la vie publique, et de leur reconnaître une fonction de « sécurité intérieure » qu'ils n'ont jamais cessé d'exercer.

Le chef des services de renseignement, A.M. Hendropriyono, a bien vite donné le ton en affirmant que « la démocratisation doit s'accompagner d'une promotion du [système de] surveillance » visant à « éliminer les groupes [offrant prise au terrorisme international] »¹⁶. Les arrestations « préventives » de militants du PRD (un parti dit d'extrême gauche) se sont multipliées durant l'été, en particulier à Java Est, bastion électoral de l'ancien président.

Il est aussi à craindre qu'on assiste bientôt à une intensification des combats contre les mouvements séparatistes. À Aceh, le niveau de violence est encore monté d'un cran depuis que Gus Dur a autorisé par décret, en avril dernier, la reprise d'« opérations de sécurité limitées » impliquant le déploiement massif de troupes spéciales. D'après l'ONG Forum Peduli Hak Asasi Manusia, sise à Banda Aceh, les combats auraient fait plus de deux mille morts depuis juillet 1998, dont près de sept cents depuis le début de l'année. Autrement dit, il y a eu autant de victimes à Aceh en trois ans de *Reformasi* qu'en près de dix ans de loi martiale sous l'Ordre nouveau (de 1989 à 1998). Viols, torture, pillage, rafles dans les villages sont à nouveau à l'ordre du jour, en particulier depuis l'envoi à Lhokseumawe des *Brimob* (unités mobiles de la police). Le 10 août dernier, trente ouvriers de la plantation de palmiers PT Bumi Flora près d'Idi Rayeuk (Julok), dont cinq garçons de moins de seize ans, ont été froidement assassinés par un commando d'hommes non identifiés qui, d'après les témoins, « ne parlaient pas acehnais »¹⁷. La communauté internationale devrait réfléchir à deux fois avant de savoir si elle est prête à payer, au nom de la « stabilité », le prix fort d'une nouvelle campagne de massacres pire que celle qui a endeuillé le Timor oriental. Tolérer plus avant les crimes commis à Aceh signifierait inmanquablement renoncer à promouvoir la construction de l'État de droit en Indonésie. En l'état actuel du système politique, la violence est d'ailleurs autant du côté de la société que de l'État.

La société incivile : l'exorcisme sanglant de l'altérité¹⁸

Que quelques milliers de personnes seulement se soient déplacées pour saluer le départ de Gus Dur, alors que tous les observateurs prédisaient une mobilisation massive et sanglante des militants de la Nahdlatul Ulama, constitue un fait autrement plus inquiétant pour l'avenir du pays que la volatilité des alignements idéologiques au sein de la classe politique. Car c'est le signe d'un divorce consommé entre l'élite politique et les populations. Ce qui se trame à Jakarta, lors des réunions nocturnes entre ténors de la vie partisane, n'a plus d'incidence directe sur la vie

politique du « petit peuple », le *rakyat kecil* des campagnes et des faubourgs pauvres. Cela ne signifie pas que les humbles de Java soient retombés dans l'apathie politique caractéristique des années de plomb de l'Ordre nouveau, car le multipartisme est aujourd'hui garanti par la loi. Mais c'est une preuve supplémentaire de l'écart grandissant entre leurs attentes et le discours creux des notables.

Car même si Megawati dispose encore d'un large crédit auprès des groupes les plus défavorisés de la société urbaine, qui la considèrent toujours comme une Reine de Justice (*Ratu Adil*) venue délivrer le pays de la misère et de la corruption, un monde sépare l'horizon moral du paysan de Java Est de celui de l'homme politique de la capitale. De ce divorce témoigne la banalisation d'un rapport conflictuel aux institutions publiques. Rapport conflictuel car *contractuel*. En effet, puisque l'État n'est plus à même d'assurer la fourniture de biens publics tels que la sécurité des personnes ou la maintenance des infrastructures de communication et d'approvisionnement en énergie, de plus en plus nombreux sont les citoyens qui estiment caduc le pacte d'obéissance les liant au centre administratif.

Les conduites d'incivisme s'en trouvent légitimées, tant au nom d'une critique cinglante des mœurs corrompues des élites politiques qu'en vertu d'une analyse stratégique du rapport de forces entre les communautés locales et Jakarta. La pratique toujours plus répandue du lynchage des voleurs présumés dans les *kampung* et les *desa* – *main hakim sendiri*, « rendre justice soi-même »¹⁹ – traduit bien la défiance vis-à-vis de l'appareil judiciaire. Cette « violence populaire » culmine parfois dans de véritables campagnes régionales de chasse aux migrants et aux *orang asing* (étrangers) de toutes sortes, comme à Banyuwangi en septembre-décembre 1998. Elle constitue le produit d'un jeu complexe de tensions sociales et politiques qui actualisent un imaginaire d'autochtonie et d'autarcie lié à la territorialisation du pouvoir d'État menée sous l'Ordre nouveau. La mise à mort collective des envoûteurs ou des vagabonds, le pillage régulier des plantations publiques de teck et la fin de non-recevoir opposée aux agents du recensement ou à ceux du recouvrement de l'impôt signalent bien l'effritement de la scène politique nationale. On assiste donc à un retour convulsif au localisme, en ce sens que l'implosion du système de surveillance omniprésent mis en place par l'Ordre nouveau a laissé en suspens la définition, jusque-là limpide et sans appel, de l'ennemi intérieur.

Ce lieu vide des imaginations politiques, qu'occupaient jadis les figures du criminel et du communiste en quête de vengeance, se trouve désormais soumis à une compétition morale féroce. L'ennemi qui n'a plus de nom, la menace confuse qui gît derrière le délitement continu des conditions de vie, s'incarnent alors de façon fugace, au moyen d'actes de conjuration fragmentaires – indéfiniment réitérés – dans le corps déchiqueté du porteur des stigmates de la différence, par exemple lorsque la milice néo-wahhabite du Front des défenseurs de l'islam (FPI) brûle un « lieu de vice » ou lorsqu'une foule survoltée met à sac une église de

Pasuruan. À Java, pour la seule année 2000, la police nationale a recensé plusieurs centaines de cas de lynchage et des dizaines de tentatives d'attentat au moyen de bombes artisanales. Le chrétien, la femme de mauvaise vie, le chinois, le migrant sont les miroirs vite brisés où se reflète une angoisse insaisissable, avivée par la faillite spectaculaire du centre politique mais nourrie d'idéaux communautaires hérités du passé autoritaire.

L'image du village clos sur lui-même et « ordonné » (*desa diatur*), qui s'oppose aux étendues sauvages de haute montagne et au monde obscur de l'errance, est en effet une construction idéologique de l'Ordre nouveau – lui-même, en la matière, enfant terrible de l'État colonial néerlandais. Mais tandis que cette image servait autrefois les efforts centralisateurs des puissantes bureaucraties nationales, elle informe à présent les stratégies de défection des villages, qui se retranchent derrière l'exaltation improvisée du particularisme local pour se déprendre de l'État. Être « autochtone » (*pribumi*, par opposition aux sino-indonésiens qui sont dits *non-pri*), pouvoir énoncer distinctement ses « origines » sociales et géographiques (son *asal-usul*), fait partie du nécessaire de survie en milieu rural javanais. Outre l'influence de l'État autoritaire, le fort degré d'extraversion des économies de l'archipel depuis l'époque précoloniale explique la prégnance des constructions imaginaires de l'altérité, sous les traits du marchand, du maraudeur, du sorcier ou de l'État.

Désobéissance fiscale, pillage, incendie volontaire et lynchage s'agencent ainsi en un continuum de rites de réappropriation de la violence subie. Cette violence, celle de la chute dans la misère et de la peur du lendemain politique, reste difficilement intelligible en l'absence d'un tyran singulier qui puisse devenir le point focal de toutes les haines. D'où la résurgence, dans la presse populaire, des mythes de conspiration et de complot, et le recours permanent au registre de la menace invisible : le « nouveau communisme » pour l'armée, le « capitalisme sino-sioniste » et les « chrétiens » pour les mouvements islamiques radicaux comme le Dewan Dakwah Islamiyah Indonesia et les Laskar Jihad, le clan Suharto pour les intellectuels organiques de la *Reformasi*. Ce flot morbide ne se laisse canaliser ni par les partis politiques, absents de fait des villages, ni par les corps intermédiaires du système politique (syndicats, associations de défense des droits de l'homme), qui n'ont pas encore réussi à convertir les griefs locaux en demandes raisonnées d'intervention administrative. La « société civile » (*masyarakat madani*) des ingénieurs en démocratie relève ici de la fiction, en ce sens qu'il n'existe pas, en Indonésie, de domaine autonome du politique échappant totalement à l'emprise des constructions étatiques de l'autochtonie. Le legs de l'Ordre nouveau, c'est une société incivile, hostile à l'État et animée de fantasmes suicidaires que seule la ferveur populiste peut, le temps d'un état de grâce, assouvir.

Certes, la société indonésienne reste maillée d'un réseau dense de lieux de mise en accusation du pouvoir d'État – du porche de la mosquée résonnant encore d'un

prône virulent aux arrières-cours où se faufile sans peine la rumeur vengeresse, en passant par l'auvent accueillant la tontine de quartier (*arisan*). On peut partout, et c'est l'acquis prodigieux de la *Reformasi*, médire à loisir des tenants des positions d'autorité et de leurs exactions, réelles ou supposées. Mais cette parole ne s'est pas encore libérée des tropes de l'ancien régime. Elle est toujours en quête d'un ennemi, et donc d'une victime, et lorsqu'elle s'arrête sur telle ou telle des figures locales de la malveillance, elle ne résorbe sa propre souffrance qu'en la lui infligeant, multipliée. Cette violence n'obéit plus à aucun mot d'ordre venu de Jakarta : elle ne se met pas en branle quand un Président adulé se retrouve seul contre tous, mais jaillit à l'improviste à l'encontre du voisin suspect. Le principe même du politique (la territorialisation des allégeances et la définition de communautés d'intérêt) est donc bien vivant en Indonésie. Mais il joue à présent contre l'État. Car il se situe hors d'atteinte des partis et des administrations, ayant trouvé refuge au cœur des domaines clandestins du social – là où prend vie, dans la terreur de soi, la haine de l'autre. La véritable leçon de l'échec de *Gus Dur*, c'est d'avoir mis à nu la béance qui sépare le cénacle confiné des élites politiques de la capitale du petit peuple et de ses souterraines passions.

(août 2001)

Romain Bertrand est chargé de mission sur l'Asie au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères. E-mail : jakarta@club-internet.fr
Les opinions exprimées n'engagent que leur auteur.

-
1. La Nahdlatul Ulama est l'organisation islamique dont *Gus Dur* a longtemps été le principal dirigeant, et qui revendique près de 30 millions d'adhérents.
 2. International Crisis Group, *Indonesian-US Military Ties*, Jakarta-Bruxelles, 17 juillet 2001, pp. 6-7.
 3. On pourra consulter notamment les sites <http://www.fas.org/asmp/campaigns/training/IMET.html> et <http://www.fas.org/asmp/campaigns/training/JCET.html>
 4. *Statement by Director of Central Intelligence Agency George G. Tenet before the Senate Select Committee on Intelligence on the « Worldwide Threat 2001 : National Security in a Changing World »*, 7 février 2001, p. 11.
 5. International Crisis Group, *Indonesian-US Military Ties*, *op. cit.*, pp. 3-4 et 6.
 6. « Government starts battle against tax evaders », *The Jakarta Post*, 9 novembre 2000.
 7. Entretien, Jakarta, septembre 2000.
 8. « 600 000 Jakartans not paying tax », *The Jakarta Post*, 20 juin 2001.
 9. « Government collects Rp 97.2 trillion from taxes », *The Jakarta Post*, 2 janvier 2001.
 10. « L'Indonésie, un paradis malade de la corruption », *La Tribune*, 11 juillet 2001.
 11. D'après David Newell, un représentant de la compagnie pétrolière Unocal Indonesia, l'absence de maintenance et de plan d'extension du parc des centrales hydroélectriques pourrait provoquer une grave crise énergétique dès 2003. « Indonesia to face power shortage in two years », *The Jakarta Post*, 20 juin 2001.
 12. Transparence Internationale vient de classer l'Indonésie au troisième rang des « pays les plus corrompus » du monde. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) de l'OCDE vient en outre, pour la première fois, de recommander l'inscription de l'Indonésie sur la « liste noire » des pays suspectés de pratiquer le blanchiment d'argent sale à grande échelle.
 13. « Prices of basic commodities up at traditional markets », *The Jakarta Post*, 20 juin 2001.
 14. « DPR agrees to hike electricity charges by 17,47 % », *The Jakarta Post*, 12 juin 2001 ; « Electricity theft causes state losses », *The Jakarta Post*, 4 octobre 2000.
 15. À la suite d'un prône mettant violemment en accusation le régime, l'armée avait pris d'assaut une mosquée, faisant plusieurs dizaines de victimes. Cet événement a été érigé en preuve absolue de l'impiété du régime de l'Ordre nouveau par les mouvements islamiques, qui en ravivent le souvenir chaque fois qu'ils veulent dénoncer l'indifférence de l'État à l'égard de la communauté musulmane.
 16. « Intelligence body to target local terrorist », *The Jakarta Post*, 24 août 2001.
 17. *SIRA Report on the Massacre in East Aceh*, 12 août 2001 ; « Slaughter of children in Idi Rayeuk », *International Forum for Aceh*, 21 août 2001.
 18. Ces considérations sont issues d'un travail de terrain mené à Java Est (Surabaya et Banyuwangi) en août-septembre 2000.
 19. Comme l'indique James Siegel (« Suharto, witches », *Indonesia* n° 71, avril 2001), l'expression *main bakim sendiri* devient parfois *main bukum sendiri*, « faire le droit soi-même », ce qui indique l'ampleur de la revendication sous-jacente.